

Des forêts et des hommes (3)

Les habitants de la forêt

LES « PEUPLES DE LA FORÊT » : DES MYTHES AUX RÉALITÉS

L'imaginaire occidental a longtemps peuplé les forêts tropicales de « sauvages ». On parle aujourd'hui de « peuples premiers », de « populations indigènes », ou de « sociétés naturalistes ». Mais sous cet habillage verbal politiquement plus correct, et malgré l'avancée de connaissances scientifiques sur ces peuples, les mythes demeurent : il reste toujours difficile d'envisager les habitants des forêts du Sud autrement que sous la forme de petits groupes plus ou moins nomades mais dotés de connaissances irremplaçables, habillés de pagnes et parés de plumes colorées, vivant de façon rudimentaire de chasse et de cueillette mais toujours en harmonie avec une nature qui les entoure, forcément luxuriante.

Les gouvernements des pays dans lesquels vivent ces populations les considèrent souvent comme « attardés ». Ils tentent, de façon diverses, de les amener progressivement à sortir de la forêt et à entrer dans la « civilisation ». Ils s'appuient souvent sur les missionnaires pour une telle entreprise. Survival International note que « depuis cinq cents ans, les missionnaires chrétiens sont à la source des premiers contacts établis avec les tribus et la pratique continue de nos jours » (Tribus non contactées - pdf). En 1993, un prédicateur indonésien exhortait les Punan de Bornéo à sauver leur âme : « sortez de la forêt, Dieu n'est pas dans la forêt, il n'y a que le diable, sortez de la forêt et vous serez sauvés »... La réalité est peut-être plus cynique : comme l'ont montré les luttes des Punan de Malaisie dans les années 90, les populations représentent souvent un problème pour les compagnies d'exploitation forestière ou les grandes plantations et les agriculteurs migrants soutenus par les politiques publiques des grands Etats forestiers, car elles les empêchent d'accéder librement aux ressources de la forêt. Tous ces colons représentent d'ailleurs la menace la plus redoutable pour les populations forestières, comme l'ont montré les exactions menées en Amazonie par les chercheurs d'or et autres aventuriers de la grande sylvie.

Par ailleurs, les populations forestières pratiquant l'agriculture sur abattis-brûlis (plus de 300 millions de familles à travers le monde) sont tenues responsables de la déforestation par de nombreuses instances nationales et internationales (suite101.fr : La déforestation en zone tropicale). Cette vision culpabilisante des agriculteurs forestiers tire ses racines d'une bataille séculaire entre paysans et forestiers, elle a été reprise par les administrations coloniales et a justifié nombres de politiques de « déguerpissement » et de sédentarisation des populations forestières, accusées d'être la principale pour les écosystèmes forestiers et les richesses qu'elles abritent.

Pour de nombreuses organisations non gouvernementales occidentales, au contraire, les peuples indigènes sont considérés comme des « gardiens de la forêt », détenteurs d'une sagesse écologique, qui vivent donc en communion avec leur milieu, « toutes leurs cellules sont en phase avec la Terre nourricière » (terresacree.org). Leurs savoirs et leurs pratiques, forgés par des milliers d'années de cohabitation avec les arbres, sont considérées comme intrinsèquement durables : « Les populations locales utilisent des systèmes hautement sophistiqués pour produire leur nourriture ; et cela toujours dans le plus grand respect de l'environnement » (terresacree.org). Le recensement et la protection de ces savoirs constituent une des pistes pour assurer une meilleure gestion des forêts.

L'Indonésie compte entre 40 et 65 millions de personnes vivant sur les terres forestières, les Philippines 24 millions, l'Afrique Centrale de 25 à 30 millions. L'Amazonie compte 250 000 indiens et un nombre encore plus important de caboclos, populations métissées installées au bord des fleuves et pratiquant une horticulture de subsistance. Une grande partie de ces habitants de la forêt en dépendent entièrement pour obtenir leur nourriture quotidienne, leurs matériaux, leurs revenus et leur reproduction sociale, à travers des systèmes complexes et adaptés qui associent chasse, pêche, cueillette, collectes commerciales (ou extractivisme), agriculture sur abattis-brûlis, arboriculture et agriculture permanente.

Ces populations doivent-elles être considérées comme peu voire non développées, fragiles et étroitement dépendantes des ressources naturelles, comme des gestionnaires précautionneux des richesses forestières, vivant dans une certaine abondance, en équilibre avec la nature, ou alors comme une menace pour les écosystèmes du fait de leur pauvreté chronique et de leurs techniques agricoles rudimentaires ? Vivent-elles dans une « éternité anhistorique » ?, Sont-elles des reliques du passé ou bien nous montrent-elles des alternatives à modernité ? Combien d'entre elles possèdent un mode de vie nomade ? Combien d'entre elles vivent à l'écart du monde moderne, en autarcie totale, loin de la folie des marchés et de l'influence des politiques ? Leurs pratiques et leurs savoirs sont-ils dignes d'intérêt pour l'humanité en général, ou leurs modes de vie sont-ils archaïques et inefficaces au point de devoir laisser la place à une économie développée et moderne ?

Ces questions nécessitent des réponses claires, car la façon dont ces populations sont décrites et qualifiées influe sur la façon dont elles sont perçues puis considérées et vient souvent légitimer la façon dont les lobbys financiers vont exploiter les forêts avec l'approbation intéressée des gouvernants. Les voir comme des chasseurs-cueilleurs, pratiquent un nomadisme primitif, permet de mettre en place des politiques de sédentarisation, de contrôle et d'intégration forcées. Les considérer comme des reliques du passé et disqualifier leurs pratiques justifie la mise en place de programmes de développement destinés à leur apprendre la « bonne » façon de cultiver et de mener une vie « moderne ». Les accuser de détruire la biodiversité, en les considérant comme des « voleurs de forêt », permet d'annihiler leurs droits et de justifier l'allocation de terres aux grandes compagnies forestières ou aux planteurs de palmier à huile, comme c'est le cas en Indonésie ou en Afrique. Mais, à l'inverse, le fait de les considérer comme les « sauveurs » de la planète permet de se défaire de certaines responsabilités vis-à-vis de ces populations ou de la gestion durable des ressources forestières et de nier les évolutions voire les adaptations aux changements rapides auxquelles ces populations ont à faire face à l'heure actuelle

Entre ces deux extrêmes, que peuvent apporter les résultats de la recherche ?

LES HABITANTS DE LA FORÊT NE VIVENT PAS À L'ÉCART DU MONDE MODERNE

Les reportages sur les peuples des forêts tropicales nous montrent des populations isolées, à des journées de marche ou de pirogue des premiers villages, parfois sans aucun contact avec l'extérieur. Il existerait même encore des populations vivant « à l'âge de pierre » (Le Nouvel Observateur : Des Papous vivant dans les arbres reconnus par l'Indonésie). Le regard que porte le monde extérieur sur ces peuples est constitué d'un mélange de curiosité et d'incompréhension craintive, mais aussi de fantasmes.

Des journalistes sont allés jusqu'à inventer des « découvertes » de peuples « non contactés », véritables « reliques du passé » (www.sciencepresse.qc.ca : L'affaire Tasaday; www.programme.tv : Dans la nature avec Stéphane Peyron - Irian Jaya).

Les villages dans lesquels vivent les populations des forêts tropicales sont souvent enclavés : il n'y a que peu de voies carrossables en forêts tropicales, et les rivières ne sont que rarement navigables. Pour autant, cela ne veut pas toujours dire que ces populations sont isolées du monde, dépourvues de contacts avec d'autres populations et ignorantes vis à vis de l'extérieur.

Une première évidence à rétablir concerne l'ancienneté des contacts entre populations forestières et populations « extérieures (non forestières) ». Ces contacts ont été la plupart du temps établis par l'entremise des échanges marchands. Ainsi, des relations entre les peuples des forêts indo-malaises et les empires chinois du Sud sont attestées dès le II^e siècle de notre ère. Elles s'organisaient autour du commerce de produits forestiers tels que les résines, les plumes d'oiseau et les cornes de rhinocéros. Ces échanges se sont considérablement structurés et diversifiés par la suite, s'accompagnant d'imprégnations culturelles et religieuses ou d'apports techniques. Toujours en Indonésie, l'ouverture des routes commerciales vers l'Inde dès le VI^e siècle a permis à l'Hindouisme de pénétrer dans l'archipel, et les contacts avec le Moyen Orient, en particulier pour le commerce des encens

précieux, a favorisé l'arrivée de l'Islam à Sumatra vers le IX^e siècle. Enfin, les échanges avec les Occidentaux (Hollandais, Portugais, Français), arrivant dans l'archipel à partir du XIV^e siècle à la recherche des épices (muscade, poivre, girofle), ont profondément modifié l'histoire des peuples forestiers. Les contacts n'étaient pas nécessairement directs, mais se faisaient de proche en proche, à travers les intermédiaires impliqués dans les échanges. On trouve encore dans certains villages de l'intérieur de Bornéo des céramiques chinoises ou indiennes, traces de ces anciens échanges déjà mondialisés. En Amérique du Sud, les archéologues ont mis en évidence un important développement de l'Amazonie avant l'arrivée des Portugais (www.larecherche.fr : Amazonie, terre de cultures). Il est maintenant prouvé que les populations amazoniennes d'alors, beaucoup plus nombreuses qu'aujourd'hui, certes échangeaient entre elles, mais envoyaient aussi des produits de la forêt (animaux, cacao, plantes médicinales, produits manufacturés) aux populations andines, ce qui montre qu'il existait des routes commerciales des Andes à l'Amazonie.

Aujourd'hui, la plupart des peuples des forêts tropicales sont en contacts réguliers avec le monde extérieur : ils commercent avec lui, parfois à longue distance, envoyant aux quatre coins du monde des produits aussi divers que des nids d'hirondelle, des résines odorantes, du café, du cacao, du latex d'hévéa, des noix (dont la fameuse noix du Brésil) ou des poissons d'aquarium. Ils s'habillent de T-shirts et de jeans, utilisent des produits manufacturés, consomment les boissons gazeuses et aliments les plus connus, ont accès aux technologies modernes (radio, pirogues à moteurs, tronçonneuses, fusils, mais aussi télévision, téléphone portable, ordinateurs), et intègrent dans leur vie quotidienne de nombreux éléments de la culture mondialisée. Ils sont au fait des changements du monde, même le plus lointain. Certaines populations semblent cependant refuser tout contact avec le monde moderne. Selon Survival International, cela concernerait une centaine de petits groupes constitués des survivants -ou des descendants de survivants- de massacres et d'épidémies survenus lors de contacts avec des représentants du « monde extérieur » (www.survivalfrance.org : Tribus non contactées - pdf).

Le second constat est celui de l'extrême mobilité des populations forestières, même si elles ne sont pas nécessairement nomades. Aujourd'hui, ces déplacements concernent à la fois des échanges sociaux, la recherche de produits forestiers pour la consommation du groupe ou le commerce à longue distance, et la recherche de travail. Ainsi, les Kubus de Sumatra, qui se nourrissent essentiellement de produits forestiers (viandes et fruits) et sont spécialisés dans la collecte commerciale de produits comme les rotins ou des résines, doivent pratiquer un nomadisme quasi perpétuel à la recherche de ces produits dont les saisonnalités sont différentes. Les Punan de Borneo parcourent des centaines de kilomètres pour suivre les migrations saisonnières des bandes de sangliers blancs (www.cefe.cnrs.fr : Edmond Dounias - De sacrés cochons ! - pdf). Quand ils ne chassent pas le sanglier, ils passent de longues semaines à parcourir leurs forêts à la recherche de bois d'aigle, qu'ils vendront à prix d'or à des commerçants venus en pirogue des centres urbains situés loin en aval sur le fleuve. Par ailleurs, ces Punan migrent régulièrement d'Indonésie à la Malaisie pour se faire embaucher comme scieurs dans les exploitations forestières. De même les Zafimaniry, peuples des forêts de l'est malgache, exploitent le bois pour en faire des sculptures et des marqueteries, qu'ils viendront vendre au bord de la route nationale voire jusque dans la capitale Antananarivo. Ces bois précieux prélevés avec parcimonie par ces groupes de sculpteurs avertis se retrouvent parfois dans le mobilier de luxe de nos hommes politiques occidentaux. Enfin, les pêcheurs Wayanas de Guyane, représentent l'exemple type d'une sociétés qui a su se parer des attributs jugés utiles de la modernité (moteurs sur les pirogues, fusils, congélateurs pour transporter le poisson...), tout en préservant leur mode de vie et d'acquisition des ressources. Ces derniers respectent les cycles écologiques de pêche pour permettre à la ressource de se reconstituer mais ils pratiquent désormais une pêche familiale et commerciale (www.science.gouv.fr : L'expédition Nivrée 2000).

Les « agriculteurs itinérants » ne sont pas des nomades qui déplacent leur campement à chaque saison agricole. Ils habitent des villages permanents, où les villageois sont mobiles : les familles vont s'établir en forêt, près de leur champ ; lorsqu'approche la saison de la récolte, les hommes partent loin en forêt pour récolter des produits commerciaux puis, ils vont en ville pour travailler contre rémunération. Les jeunes migrent pour leurs études, pour travailler et obtenir un peu d'argent avant de se marier et de s'établir au village. Dans certaines régions, les sites des villages eux-mêmes peuvent changer pour diverses raisons : disputes au sein du groupe, épidémies ou décès en série, recherche de nouvelles terres, rapprochements avec d'autres groupes, ceci est valable pour la plupart des populations forestières de la planète.

Les espaces forestiers sont donc habités et sillonnés depuis des millénaires. Comme le note Serge Bahuchet, « à long terme, il ne fait pas de doute que la forêt a été longuement traversée, de proche en proche, par des mouvements de migration » (www.ecologie-humaine.eu : Quel avenir pour les peuples des forêts tropicales ?). L'auteur ajoute également, dans une formule aussi brillante que lapidaire, qu'« il n'y a plus de forêts vierges »! En témoignent par exemple ces tombes mégalithiques de Bornéo, aujourd'hui éloignées de tout village, mais signes d'une occupation dont personne n'a gardé mémoire. Ou encore les nombreux « ilots » fruitiers noyés dans l'épaisseur forestière, qui marquent la place d'anciens villages et sont encore visités par les descendants de ceux qui ont planté ces arbres.

La forêt a aussi abrité de grandes civilisations : l'empire Maya en Amérique centrale, le royaume hindouiste de Srividjaya à Sumatra, le royaume khmer au Cambodge... Ces civilisations ont profondément transformé la forêt. Certaines ont disparu ou sont moins dominantes et leurs traces sont aujourd'hui recouvertes par la végétation. D'autres ont prospéré et se sont peu à peu transformées.

LES HABITANTS DE LA FORÊT SONT AUSSI (SURTOUT) DES AGRICULTEURS

Les forêts tropicales abritent les dernières populations de chasseurs-cueilleurs du monde, comme les Punan de l'intérieur de Bornéo, les Pygmées de la cuvette congolaise, les Mikea de Madagascar ou les Maku de l'Amazonie.

Ces groupes se nourrissent principalement de ressources forestières naturelles : viandes diverses, poissons et crustacés, insectes, miel, fruits et feuilles, en se déplaçant au gré des saisons de fructification ou des mouvements des animaux. Cependant, la forêt ne fournit pas tout. Même si elles possèdent de toute évidence les connaissances et les techniques nécessaires pour se nourrir entièrement en forêt, la plupart de ces sociétés forestières ne sont que partiellement autonomes sur le plan alimentaire (et ceci probablement depuis longtemps) et leur recours à l'agriculture est important, même s'il peut prendre des formes variées.

Il peut s'agir de ce qu'Edmond Dounias a qualifié de « paraculture » (Documentation IRD : La paraculture des ignames sauvages - pdf) : une forme d'exploitation d'une ressource sauvage qui s'apparente à une production agricole, bien qu'elle n'en soit pas une. Cette paraculture consiste en des pratiques situées à l'interface de la production « naturelle » (= produite par les mécanismes naturels) et de la production forcée (= contrainte par des techniques particulières : plantation, fumure, domestication). Ces pratiques sont variées : certaines visent à favoriser la régénération des espèces recherchées, d'autres à contrôler la disponibilité de ressource (en apparence) « sauvages », afin qu'elles répondent à diverses exigences, d'autres enfin visent à enrichir les peuplements naturels. Elles se retrouvent chez de nombreux groupes de cueilleurs. Par exemple, les Pygmée Aka qui consomment des ignames sauvages réenfouissent la tête ligneuse des tubercules après leur déterrage de façon à favoriser la reprise. Les Kubu à Sumatra, les Punan à Bornéo, les Chenchus en Inde, certains Aborigènes en Australie ou aux îles Andaman, font de même : les kubus possèdent même de véritables « jardins » d'ignames en forêt. Ces pratiques s'accompagnent de protections magico-religieuses et d'appropriation individuelle des pieds d'ingame, appropriation fondée sur la primauté de déterrage.

Des pratiques similaires s'observent pour d'autres espèces d'importance vivrière et culturelle majeure chez certaines populations, comme les palmiers à moelle féculente que l'on retrouve à Bornéo (*Eugeissona utilis*), ou de Sumatra jusqu'en Papouasie (*Metroxylon sagu*) : là aussi il s'agit de rationaliser la production des palmiers tout en les maintenant dans leur environnement naturel à travers des techniques et des pratiques qui transforment la ressource sauvage en bien social ; que l'on possède, que l'on entretient et protège, que l'on gère dans le temps et que l'on peut transmettre. D'autres techniques qui se situent à la limite entre le fortuit et le volontaire accentuent la production du milieu naturel.

Ainsi, la consommation de fruits sur les lieux de campement amène souvent à la constitution de « bosquets » d'arbres fruitiers, issus de la germination des graines. La fréquentation (parcours de chasse et cueillette, anciens lieux habités) et certaines pratiques (plantation, réserves enterrées chez les Kayapo) sont réputées favoriser les 'chataigneraies' de *Bertholletia excelsa*, la noix du Brésil. Pour certains fruits considérés comme

des aliments culturels, comme le durian à Sumatra ou à Bornéo, la constitution de bosquets fruitiers est fortement encouragée par des pratiques de protection des plantules et des jeunes arbres, et il s'agit alors de véritable culture fruitière spécialisée en forêt.

Les chasseurs-cueilleurs ont aussi recours à l'agriculture, en particulier pour la production de féculents (riz, manioc, bananes), soit en établissant eux-mêmes des cultures sur abattis-brûlis, soit à travers les relations qu'ils entretiennent avec les populations voisines d'agriculteurs : dans ce cas le riz ou le manioc est échangé contre des produits forestiers d'intérêt commercial dont les populations forestières assurent la collecte.

La plupart des populations forestières d'aujourd'hui ne sont pas (ou ne sont plus, depuis longtemps) des chasseurs-cueilleurs. Elles pratiquent l'agriculture, mais avec des techniques, des croyances et des organisations sociales très variées. L'agriculture sur abattis-brûlis a été pendant longtemps la forme dominante d'agriculture en zone forestière. Cette forme d'agriculture est cyclique, elle consiste en une alternance entre des phases de culture (entre 1 et 4 ans) et des phases de repos (les jachères, entre 5 et 50 ans) qui permettent aussi bien la reconstitution de la fertilité que la lutte contre les parasites des cultures. Ces phases de « jachère » ne sont pas des phases improductives, au contraire : quand elles sont récentes, les parcelles en jachère contiennent encore des cultures comme les bananiers ou les papayers. Plus âgées, elles peuvent comporter des ressources cultivées (arbres fruitiers) ou des espèces qui attirent le gibier. De plus, de nombreuses plantes spontanées sont collectées pour diverses utilisations (nourriture, pharmacopée, rituels, ornements, matériaux de construction, d'équipement).

L'agriculture sur abattis-brûlis reste aujourd'hui importante mais n'existe, comme mode de production exclusif, que pour quelques ethnies particulières, ou, de façon transitoire, pour certains groupes de migrants sans terre et surtout sans moyens. Par exemple, 14% seulement du riz pluvial produit à Sumatra est encore cultivé de façon « traditionnelle » sur l'abattis. Partout ailleurs, l'abattis n'est plus qu'une composante, d'un système agricole qui comprend aussi des rizières irriguées, des champs de cultures annuelles sèches (manioc, maïs...), et des jardins de plantes pérennes. La plupart des agriculteurs en zone forestière sont ainsi des « pluriactifs », entretenant à la fois des abattis, des jardins de légumes, des plantations commerciales, des agroforêts. Ils ont aussi fréquemment recours à des activités telles que la chasse, la pêche et la cueillette mais aussi au salariat de façon plus ou moins longue, selon les besoins de la famille ou du groupe et les opportunités. Il est ainsi commun, en Indonésie ou au Cameroun, que les jeunes hommes aillent passer quelques années à travailler en dehors du village pour aider la famille et se constituer un pécule qui leur permettra de s'installer et de prendre femme.

Cependant, la forêt reste toujours essentielle : il n'y a pas de population agricole en milieu forestier qui n'équilibre son alimentation ou son économie par des produits sauvages très variés. Les fruits et les légumes de la forêt, la viande de brousse, le poisson, complètent la diète quotidienne. Les aliments forestiers peuvent aussi assurer une certaine sécurité lors de mauvaises récoltes ou durant la période dite de soudure. Ainsi, les agriculteurs forestiers d'Indonésie ont pu survivre grâce aux nourritures forestières lors des deux grandes sécheresses consécutives de 1997 et 1998 qui avaient détruites toutes leurs récoltes. D'autre part, la collecte de produits forestiers pour la vente représente un apport parfois important de revenus monétaires. Dans les années 1990, à la demande des grossistes en produits forestiers non-ligneux, les horticulteurs des îles Mentawai à l'ouest de Sumatra sont partis à la recherche du bois d'aigle, produit très prisé dans les pays Arabes. Les quantités collectées ont été telles que ces populations qui vivaient jusqu'alors relativement en dehors des circuits marchands se sont retrouvées à la tête de sommes colossales (un kilogramme de bois d'aigle de bonne qualité se vendait aux environs de 1000 dollars). A Bornéo, la vente des produits forestiers permet de payer la scolarité des enfants, d'acheter un moteur hors-bord ou une tronçonneuse, de refaire le toit d'une maison. Au Cameroun, lorsque les cours du cacao s'effondrent, les peuples des forêts se tournent alors vers la chasse ou la pêche pour combler le manque à gagner des ventes de cacao qui n'ont pas rapporté assez. Au Brésil, les collecteurs de caoutchouc ou de noix du Brésil font aussi de la farine de manioc et sont désormais habitués à diversifier leurs activités en fonction du marché et des opportunités en ville ou en forêt.

Les pratiques agricoles au sens large (de la paraculture à l'agroforêt composée de cultures ou d'espèces pérennes), permettent aussi la constitution de patrimoines : des biens reconnus par la communauté,

transmissibles aux « descendants », et qui de ce fait fondent à la fois l'économie et l'identité des lignages. Elles permettent la constitution de territoires appropriés, et introduisent la diversité des milieux d'exploitation et des espèces dans ces territoires.

Pour les populations qui y habitent et en tirent leur subsistance, la forêt est plus qu'un « garde-manger » ou un compte en banque vivant. Elle est un milieu de vie, appréhendé à travers le filtre des représentations, et transformé par petites touches à travers des techniques « agricoles » mais pas seulement d'une rare diversité. Elle est aussi un espace d'apprentissage, d'acquisition et de transmission de savoirs en général mal perçus, mal compris par l'extérieur.

Ces populations pratiquent une agriculture adaptée aux contraintes du milieu, qui s'est développée et affinée au cours des millénaires. Cette agriculture forestière a façonné de manière durable l'environnement forestier, mais sans bouleverser ses principes de fonctionnement ni ses conditions de reproduction. De ce fait, elle demanderait à être mieux connue, reconnue, comprise et valorisée. Il faudrait pour cela l'aborder dans sa diversité, comprendre la complémentarité entre tous ses faciès : cueillette et paraculture, agriculture sur abattis-brûlis, collecte commerciale, culture permanente, agroforêts. Comprendre les liens entre techniques et pratiques sociales. Comprendre comment et pourquoi cette façon de considérer et détourner les processus écologiques naturels pour produire et vivre n'ont pas abouti, comme en France par exemple, à des paysages où la forêt et le champ sont définitivement dissociés, où les espèces sont soit sauvages soit domestiquées, et où les hommes sont agriculteurs, forestiers ou ... citoyens mais jamais les trois à la fois.

Et comprendre tout ceci avant que le développement ou la mondialisation n'ait transformé tous ces agriculteurs forestiers en planteurs de soja ou de palmiers à huile en liant leur destin à des entreprises qui les ignorent.

LES DERNIERS PEUPLES CHASSEURS-CUEILLEURS DES FORÊTS TROPICALES

Qu'est-ce qu'un mode de vie chasseur-cueilleur ?

Jusqu'à il y a environ 12 000 ans, la quasi-totalité de l'humanité vivait de chasse et de cueillette, avant l'avènement de la grande transition du néolithique qui a été marquée par l'adoption de l'agriculture. Le mode de vie chasseur-cueilleur est caractérisé par une subsistance dépendant prioritairement — mais pas de façon nécessairement exclusive — des produits naturels dispensés par la nature. Ce mode de subsistance a conduit à l'élaboration de savoirs, savoir-faire et pratiques sur la nature qui sont particulièrement élaborés. Ces savoirs naturalistes locaux sont mobilisés à travers une organisation sociale et politique qui privilégie le collectivisme : entraide, partage et mise en commun des ressources sont des principes récurrents dans ce type de sociétés. Enfin, l'accès aux ressources dispersées en forêt contraint à des déplacements fréquents en petits groupes. On parle de nomadisme ou de migration saisonnière. Le fait de vivre dispersé dans de vastes territoires forestiers faiblement peuplés (normalement moins d'un habitant par kilomètre carré) constituait une réponse adaptative efficace à la diversité élevée des maladies parasitaires et infectieuses. Grâce au caractère transitoire de leurs installations, les chasseurs-cueilleurs étaient peu exposés aux maladies transmissibles, aux parasites aérogènes et d'origine alimentaire et à la pollution fécale. Plus que la rareté des aliments, c'est l'excès de parasites (puces, poux et tiques) dans le campement qui était la principale incitation à se déplacer. La mort d'un membre de la communauté encourageait aussi celle-ci à se disperser en effectifs réduits, afin d'atténuer le risque qu'un facteur létal contamine les autres membres du groupe.

Le volume restreint de biens à transporter et le nombre limité d'enfants vivants rendaient la mobilité plus aisée. Les groupes migraient le long de sentiers territoriaux étendus et linéaires. Les migrations régulières le long de ces pistes réduisaient les risques liés à la recherche de ressources alimentaires, car les chasseurs-cueilleurs possédaient et géraient ces ressources à l'intérieur de leurs territoires, en contrôlant leur répartition spatiale et leur densité.

Qui sont les derniers chasseurs-cueilleurs des forêts tropicales humides ?

Aujourd'hui, les peuples chasseurs-cueilleurs résidant dans les forêts tropicales sont estimés à environ 1,3 millions de personnes et ne représentent qu'à peine 0,002 % de la population mondiale. Chaque jour naît sur terre l'équivalent de 15 % de la population totale de chasseurs-cueilleurs de forêt. C'est donc dire si ces

peuples ne représentent qu'une fraction infime de l'humanité.

Malgré leur tout petit nombre, ces peuples fédèrent une incroyable diversité culturelle. Les 700 000 chasseurs-cueilleurs amérindiens de la grande Amazone, répartis sur 9 pays différents, représentent 186 ethnies bien distinctes. En forêt du Bassin du Congo, les 150 000 personnes que l'on reconnaît habituellement sous le nom de "Pygmées" représentent en réalité une douzaine d'ethnies séparées distribuées dans 11 pays différents. En Asie, les 450 000 chasseurs-cueilleurs répartis dans 5 pays, représentent près de 870 ethnies différentes. 93 % de cette diversité culturelle se trouve concentrée sur la seule île de Papouasie, véritable mosaïque de peuples à très faible représentation numérique car la grande majorité d'entre eux compte moins de 5 000 personnes. La diversité culturelle concentrée dans cette goutte d'eau d'humanité est 300 fois supérieure à celle qu'héberge un pays comme la France et est équivalente à celle du Cameroun, pays souvent cité comme exemple de nation à haute diversité ethnique.

Numériquement parlant, ces peuples constituent déjà une rareté ; cette rareté se double d'une diversité culturelle exceptionnelle. Ils rejoignent en cela la diversité biologique des forêts tropicales humides, qui est la plus élevée de la planète et qui comprend de nombreuses espèces rares qui sont condamnées à disparaître avant même d'être répertoriées.

Pourquoi si peu de gens font tant parler d'eux ?

On observe à l'égard des derniers chasseurs-cueilleurs forestiers de la planète deux attitudes que tout oppose, et qui sont tout autant néfastes l'une que l'autre.

La première est celle des Occidentaux éprouvant une admiration nostalgique de ces peuples. Cette admiration a quelque chose de malsain car elle est encore largement entretenue par les médias et les reportages naturalistes très en vogue (Ushuaïa Nature, Discovery Channel, etc). Survival International cultive encore le culte des peuples non-contactés par l'Occident (www.uncontactedtribes.org). Ces sociétés qui nous font fantasmer sont perçues comme des vestiges d'un passé révolu où toute l'humanité vivait de chasse-cueillette. Cette inclination à figer ces peuples dans le passé de l'histoire évolutive des sociétés humaines (« ils vivent comme vivaient nos ancêtres ») les érige en fossiles vivants, donc en patrimoine de l'humanité. En leur déniaient le fait d'être nos contemporains, l'on s'octroie implicitement le droit de décider de leur sort ou de ce que l'on estime être le plus approprié pour eux, et d'agir comme on le ferait à l'égard d'une peinture rupestre des grottes de Lascaux ou d'une momie remarquablement conservée : s'empresser de les mettre sous cloche pour les préserver des miasmes de notre monde actuel, tout en permettant aux touristes ébaubis de venir les "admirer".

La seconde attitude est celle des gouvernants des pays dans lesquels vivent ces peuples. Quelle que soit la latitude, les états ont horreur des nomades. Ce sont des personnes qui ont un mode très extensif d'occupation de l'espace, qui s'affranchissent du respect des frontières administratives et qui échappent à tout contrôle. En forêt comme ailleurs, les autorités veulent fixer ces populations et les faire rentrer dans le cadre normatif du développement. Sous le prétexte d'agir pour leur bien-être, les autorités contraignent les derniers nomades à la sédentarisation et au renoncement à un mode de vie jugé archaïque et indécent. En échange de l'obtention de la citoyenneté (qui se résume à l'octroi d'une carte d'identité, d'un droit de vote et d'un droit... à payer l'impôt), les derniers chasseurs-cueilleurs se voient contraints à adopter l'agriculture. Leur fixation et leur contrôle ne servent souvent que de préambule à un pillage institutionnalisé des nombreuses ressources que recèlent leurs territoires, et leur condition de vie n'ont plus rien d'enviable.

Que l'on soit un fervent défenseur de ces peuples ou un redoutable détracteur de leur manière de vivre, notre inclination tend à les spolier de toute autodétermination face à un monde en plein changement qui les condamne à ne plus pouvoir maintenir un mode de vie chasseur-cueilleur perdurable.

Une situation contemporaine peu enviable

La plupart des sociétés naturalistes subissent aujourd'hui une pression de la mondialisation qui les mène à la paupérisation. L'argent et de nouvelles formes de possessions matérielles socialement valorisées font leur apparition dans les habitations délabrées, bien avant les livres scolaires, les traitements antipaludéens ou la carte d'identité. Aussi louable soit-elle, la défense des droits indigènes, portée aux nues depuis la Convention de Rio sur la Biodiversité, commence à engendrer quelques effets pervers. Dorénavant invitées à la table des

négociations portant sur l'exploitation des richesses naturelles, ces populations – peu habituées à gérer le long terme – se contentent bien souvent d'empocher une manne monétaire en échange de leur patrimoine. Cette manne rapidement dilapidée occasionne des malaises sociaux internes s'affirmant à travers une érosion des règles d'entraide et de partage, des savoirs et savoir-faire naturalistes, des croyances et religions, donc un appauvrissement culturel généralisé. Habituées à s'organiser sur le court terme quand ce n'est pas au jour le jour, ces sociétés mésestiment le coût social et culturel à long terme de l'attrait de cette modernité qu'elles appellent de leurs vœux.

Les sociétés de chasseurs-cueilleurs continuent de payer les conséquences d'une vision romantique tenace en Occident, qui tend à leur reconnaître une improbable sagesse écologique garante d'une relation harmonieuse avec un environnement naturellement riche et prodiguant gîte, nourriture et soins. La réalité est loin d'être aussi idyllique. D'abord, ces sociétés vivent dans des zones à haute diversité biologique qui inclut également les pathogènes – virus, bactéries, parasites – et leurs vecteurs. Ensuite, la dégradation accélérée d'écosystèmes à diversité biologique élevée et la pression exercée par les institutions politiques et les opérateurs économiques – souvent relayés par des organisations caritatives ou non gouvernementales – ont conduit nombre de ces populations au bord des pistes et aux portes d'une modernité aguichante qui n'ouvrent souvent que sur la marginalité et la pauvreté.

Pourquoi persister à dédier des recherches à ces peuples ?

Plusieurs raisons justifient le fait de continuer à mener des recherches en partenariat avec ces derniers peuples nomades chasseurs-cueilleurs :

- **Scientifique** : la forte dépendance de ces sociétés vis à vis de leur nature en fait un objet d'étude idéal pour analyser la complexité des interactions en présence, notamment dans les environnements à diversités culturelle et biologique élevées que sont les forêts tropicales humides. Ces sociétés vivant en étroite interdépendance avec leur environnement naturel ont acquis des savoirs et savoir-faire indéniables à l'égard d'une biodiversité propre à leur lieu de subsistance. À l'heure où les préoccupations environnementales suscitent une demande sociétale grandissante, les chercheurs en ethnoscience doivent plus que jamais se faire les avocats de ces savoirs en perdition.
- **Philosophique** : sans vouloir chercher à faire de ces sociétés les nobles sauvages qu'elles ne sont pas, ces sociétés n'en sont pas moins emblématiques de cette réconciliation nécessaire entre notre espèce et l'environnement naturel qu'elle altère de manière irrémédiable et souvent dramatique. Ni bons sauvages, ni destructeurs de l'environnement, les derniers peuples nomades de la planète sont des sociétés naturalistes qui ont en commun la contrainte de devoir rapidement s'adapter à de nouvelles conditions économiques, souvent au prix de leur intégrité culturelle. Ils aspirent aujourd'hui à la citoyenneté et revendiquent un droit légitime à la santé, à l'éducation, à la reconnaissance de leur patrimoine, à l'accès à l'économie de marché, et à la tenure foncière.
- **Sensibilisation et action** : jusqu'à un passé récent, ces peuples forestiers ne suscitaient guère l'intérêt des autorités du fait de leur faible effectif et de leur relatif enclavement. Mais depuis peu, ces sociétés focalisent l'attention des organisations de développement en raison de nouveaux enjeux économiques ou de conservation pesant sur les milieux naturels qu'elles occupent. En empruntant au jargon de l'écologie de la conservation, on pourrait dire qu'il s'agit de "sociétés indicatrices" propres à toucher le grand public et les décideurs. Malheureusement elles sont, bien souvent manipulées comme porte-drapeaux des organisations indigénistes sur la scène internationale.
- **Éthique** : ces peuples au devenir incertain risquent de payer plus chèrement que tout autre, les conséquences du changement climatique sur leur environnement, alors que, comble d'ironie, ils sont ceux qui contribuent le moins à l'émission des gaz à effet de serre. Rappelons en effet que le Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Évolution du Climat (GIEC) identifie l'effet de serre comme le principal mécanisme conduisant au réchauffement climatique et estime comme hautement probable la responsabilité des activités humaines dans ce changement.

Quel avenir pour les derniers peuples chasseurs-cueilleurs de forêt dans un monde en plein changement ?

L'industrialisation et l'urbanisation, qui suivent généralement la croissance économique dans les forêts tropicales, entraînent dans leur sillage des changements du régime alimentaire et de l'état nutritionnel de ces peuples. Le passage à un mode de vie sédentaire influence la disponibilité et la distribution des aliments, et notamment la santé et l'état nutritionnel des enfants. Leurs bonnes conditions physiques légendaires sont compromises et, à l'heure actuelle, inférieures à celles de leurs voisins agriculteurs. Le stress et la dépression sont des maladies mentales qui se répandent dans ces sociétés. Ils conduisent à la violence conjugale et à divers types d'accoutumance.

L'alcoolisme et le tabagisme ancrés sont responsables d'une intoxication directe et peuvent être les causes indirectes de pathologies comme la tuberculose. La conversion au christianisme des Punan a limité l'impact de l'alcoolisme mais l'emphysème et le cancer ont augmenté, dus probablement à l'usage exagéré de la cigarette. La prévalence en hausse rapide des maladies transmises sexuellement, comme le syndrome d'immunodéficience acquis (SIDA), est un autre exemple de l'« attraction fatale du développement ».

Les chasseurs-cueilleurs des forêts n'ont pas l'apanage de devoir répondre au changement, mais ils sont certainement ceux qui, du fait de leur étroite dépendance vis-à-vis d'une nature très riche et elle-même en danger, ont le plus à perdre à court terme face à la dégradation des milieux naturels et aux dérèglements climatiques. D'abord, elles sont économiquement les plus démunies : leur système économique basé sur la subsistance, leur besoin de prélever la ressource directement sur la nature, et leurs règles d'échanges ancrées dans le collectivisme, leur donnent peu d'emprise sur l'économie de marché. Mais elles sont aussi exposées à de nouvelles formes de vulnérabilité, moins tangibles que la pauvreté économique et moins fréquemment abordées dans les débats consacrés à la lutte contre la pauvreté. Nous préconisons d'explorer ces chemins détournés de la pauvreté, c'est-à-dire les processus plus difficilement quantifiables d'appauvrissement concernant, notamment :

- les aspects culturels, religieux et sociaux;
- la dégradation des écosystèmes assurant la subsistance des plus vulnérables et;
- la violence environnementale, source d'une forme nouvelle d'injustice sociale.

LES PEUPLES DE LA FORÊT ONT UNE GRANDE SAGESSE ÉCOLOGIQUE : LA QUESTION DES SAVOIRS LOCAUX

Pour les opinions publiques des sociétés industrielles, les populations forestières incarnent aujourd'hui des sociétés idéales qui auraient, contrairement au monde occidental, réussi à préserver l'équilibre primordial entre l'homme et la nature. Le savoir des populations autochtones peut ainsi représenter un caractère essentiel dans l'instauration d'une gestion et d'une exploitation plus respectueuses des forêts tropicales (terresacree.org).

Comme le note l'anthropologue Philippe Descola, Il est exact que les populations indigènes des forêts tropicales constituent « des sociétés de botanistes et de pharmacologues avisés » et qu'ils « ont su mettre en œuvre des stratégies d'usage des ressources qui, transformant de manière durable leur environnement, ne bouleversaient pas pour autant ses principes de fonctionnement ni ses conditions de reproduction » (www.larecherche.fr : Les cosmologies des Indiens d'Amazonie).

Cependant, depuis la période coloniale et jusque vers la moitié des années 1970, la perception était tout autre : les habitants des forêts étaient généralement considérés comme des destructeurs de forêt à cause de leur ignorance, de leurs pratiques archaïques (par exemple l'agriculture sur abattis-brûlis ou le pâturage extensif) et de leur insouciance du lendemain. Cette perception a toujours cours, en particulier auprès des organismes officiels de gestion des forêts dans les pays du Sud, mais aussi auprès de grands organismes internationaux de

conservation qui n'hésitent pas à rendre les populations du Sud les premières responsables de la déforestation. Cependant, dès le début des années 1960, puis de façon plus appuyée dans le sillage de la Conférence de Rio en 1992, l'attention des scientifiques et des gestionnaires s'est portée sur l'importance, pour la planète dans son ensemble, des « savoirs traditionnels des communautés autochtones et locales », c'est-à-dire des savoirs locaux relatifs à l'usage, à la gestion et à l'appropriation de la nature (L'UNESCO définit le terme de « savoir local et autochtone » comme « l'ensemble cumulatif et complexe de savoir, savoir-faire, pratiques et représentations qui sont perpétués et développés par des personnes ayant une longue histoire d'interaction avec leur environnement naturel » (unesco.org : Qu'est-ce que les savoirs locaux ?).

Les efforts de recherche sur les « savoirs écologiques traditionnels (TEK) » au sud et sur les « savoirs paysans » au Nord, ont peu à peu amené à la reconnaissance par la communauté internationale du fait que les savoirs techniques occidentaux ne sont pas les seuls qui soient légitimes et pertinents pour gérer la nature. Cette reconnaissance des savoirs locaux s'est cristallisée dans la Convention sur la diversité biologique, signée à Rio en 1992, affirmant à la fois leur légitimité et le besoin de protection et de valorisation.

Les savoirs locaux sont aujourd'hui une pièce maîtresse du discours du développement durable, et les approches par les communautés et leurs savoirs imprègnent tout le paysage concret du développement (de la recherche aux projets) dans le domaine de la gestion des espaces forestiers. Ces savoirs sont considérés tout à la fois comme caution et garants de la gestion durable de la forêt, et comme des éléments des patrimoines locaux, qu'il convient de conserver et de valoriser au même titre que les diverses composantes de la biodiversité. Les industriels (en particulier des firmes pharmaceutiques et cosmétiques) n'ont pas été en reste : ils s'y sont largement intéressés, espérant y trouver une mine d'informations sur des principes actifs « verts ». Aujourd'hui, ces savoirs sont considérés comme des éléments des patrimoines locaux, qu'il convient de conserver et de valoriser au même titre que les diverses composantes de la biodiversité.

Cette mise en avant des savoirs locaux comme une solution miracle, quasi universelle, pour « mieux » gérer la forêt a donc opéré selon deux plans complémentaires : un plan écologique (dans la gestion concrète des espaces, avec une meilleure mise en avant des connaissances locales sur les plantes, les animaux, sur les dynamiques des écosystèmes), et un plan économique (valorisation par le marché : produits locaux liés au « terroir » et à l'« identité », inventaires des savoirs valorisables par des fabricants de cosmétiques, des firmes agroalimentaires...).

La mise en avant des savoirs locaux a eu pour conséquence :

- d'instrumentaliser les savoirs en les isolant du contexte particulier dans lequel ils sont produits, transformés et transmis, et qui leur donne du sens.
- de nier leur dynamique en les figeant dans un passé résolument révolu, vers lequel, tout en le niant, l'humanité devrait se tourner dans la crise environnementale mondiale actuelle.
- de produire des « champions » des savoirs locaux liés à l'environnement : localement, des spécialistes, des personnes qui « savent » ou sont « meilleures à », ou au niveau des pays où un groupe ethnique emblématique est mis en avant pour sa remarquable gestion du milieu (Karen en Thaïlande) alors que ces savoirs et leur application sont de plus en plus limités voire ont disparu.
- de conduire à une appropriation par les Etats de savoirs locaux amalgamés avec d'autres éléments marquants de ces mêmes minorités dans une pseudo-identité versée dans l'identité nationale, alors que les populations concernées sont marginalisées, paupérisées et souvent ignorées.

L'étude des savoirs locaux différents des nôtres a aussi montré que production et conservation ne sont pas opposées, comme on le pense habituellement dans le monde moderne mais constituent les deux faces d'une seule et même réalité issue d'un mode particulier de rapport à la nature (le nôtre). Les savoirs locaux à l'origine des forêts locales, qu'elles soient marquées par l'agriculture sur abattis-brûlis, l'agroforêt ou le pastoralisme, semblent offrir une vision alternative du traitement collectif de la nature. Cette vision pourrait inspirer ce qu'on appelle aujourd'hui l'« intensification écologique », technique basée sur un « pilotage de trajectoires naturelles » : une vision où la gestion forestière ne s'appuierait plus sur la maîtrise technique mais

sur la compréhension des dynamiques naturelles, en valorisant la diversité plutôt que de chercher à intensifier la production ligneuse ou à mettre la forêt sous cloche pour la protéger.

DES POPULATIONS SOUVENT MARGINALISÉES ET MENACÉES

Les habitants des forêts du Sud sont souvent considérés comme des populations « à part », des populations marginales. Cette marginalité n'est pas numérique : si les chasseurs-cueilleurs nomades ne représentent plus que quelques dizaines de milliers d'individus dans le monde, les populations qui vivent de et dans la forêt, en y pratiquant l'agriculture ou l'élevage, se comptent par centaines de millions.

Il faudrait alors plutôt parler de « marginalisation », c'est-à-dire d'un long processus qui a contribué à isoler ces populations du reste du monde et du progrès économique.

La méfiance des civilisations agraires pour les populations forestières est une réalité historique qui a largement contribué à rejeter ces dernières à la périphérie des mondes dits « civilisés ». Les termes « Pygmées » en Afrique centrale, de « Dayak » à Bornéo, ne désignent pas des ethnies, mais les « populations de l'intérieur », celles qui vivent en forêt et qu'on peut soit assimiler, soit laisser dans leur archaïsme primitif. Cette ostracisation des populations forestières a permis aux administrations coloniales puis aux Etats de confisquer les terres des populations forestières pour des raisons de conservation, de développement, ou simplement de constitution du « domaine forestier de l'Etat » : les forêts domaniales.

Aujourd'hui encore, ces populations forestières sont soumises à des dynamiques d'exclusion et des processus d'acculturation. Même quand elles ne sont pas déplacées (on disait autrefois « déguerpies ») ou chassées au fusil comme des lapins (comme l'ont fait certains « entrepreneurs » en Amazonie), leurs droits sur les terres et les ressources qu'elles gèrent ne sont pas reconnus. Le contrôle local sur les ressources forestières est aliéné au profit soit d'un contrôle centralisé, soit d'entreprises privées proches du pouvoir. Dans le meilleur des cas, on observe une « dévolution » des droits, c'est-à-dire une certaine rétrocession des droits au niveau local, mais la plupart du temps les « communautés locales » restent sous tutelle des administrations forestières. Toutes ces menaces se renforcent avec l'expansion économique mondiale (le « développement ») et l'exploitation intensive des ressources naturelles : au XXI^e siècle, ce ne sont plus seulement les territoires qui sont menacés, mais aussi les moyens d'existence et les modes de vie des populations forestières.

Principales victimes de la dégradation des milieux forestiers, de la spoliation foncière et de la disparition des ressources, ces populations sont le plus souvent accusées d'en être responsables et à ce titre se retrouvent menacées, autant pour leur survie immédiate, que dans leurs croyances et pratiques. C'est par exemple le cas de Karen de Thaïlande.

Les Karen en Thaïlande

En moins de 200 ans, les Karen passèrent en Thaïlande d'une position privilégiée avec un rôle politique, économique et stratégique, à une situation précaire de groupe minoritaire qui fit d'eux des parias au sein même de leur territoire. Cette marginalisation généra amertume et frustration comme cela fut l'exprima par écrit dans les médias thaïlandais un chef cérémoniel karen du village de Sane Pong pour qui « les ancêtres Karen, nos ancêtres ont eu tort d'avoir raison ». Il résumait ainsi le paradoxe de leur situation : leurs ancêtres avaient vécu en harmonie avec la forêt sans la détruire; depuis leur arrivée en Thaïlande ils avaient respecté la nation thaïe au point de combattre l'envahisseur birman (Renard 1980); certains d'entre eux avaient reçu, des princes thaïlandais, des titres de propriété pour les terres qu'ils occupaient. Aujourd'hui les Karen estiment n'avoir aucune reconnaissance de tout cela et sont les « oubliés » du développement, alors que les destructeurs de forêt (Hmong et Yao selon les Karen), ou ceux installés depuis peu en Thaïlande (Mon de Birmanie), qui ne respectent ni le pays, ni le roi, reçoivent des aides gouvernementales et même des titres de propriété pour des territoires qu'ils ont parfois « volés » aux Karen (Moizo 1993 : 120).

Les Karen sont menacés d'exclusion d'un grand parc national, classé par l'UNESCO patrimoine mondial de l'humanité, qui englobe les territoires de plusieurs villages tricentenaires, car aux yeux des autorités Thaï ces populations représentent une menace pour l'environnement (Buergin 2001). En réponse les Karen mettent en

exergue un statut “d’enfants de la forêt” et un rôle d’intermédiaire entre les dieux et les hommes pour assurer le maintien de l’harmonie du monde naturel, comme cela leur avait été reconnu autrefois par le monarque thaï fondateur de la Thaïlande moderne. Dans cette Thaïlande contemporaine, les Karen cherchent les traces de leur passé, la forêt est leur mémoire collective comme l’attestent leurs chants, leurs poèmes, et leurs proverbes relatifs au monde sylvicole. Leur adaptation écologique aux conditions actuelles est significative de leur position intermédiaire entre le monde sauvage et le monde civilisé. Leur perception de la nature, le respect des divinités et de l’âme du riz, tant par les aspects cérémoniels qu’au cours des cycles agricoles, donnent aux Karen une place privilégiée dans leur milieu qu’ils conservent en y maintenant un équilibre écologique de plus en plus menacé de l’extérieur. Les Karen, désespérés, renoncent à lutter et se replient de plus en plus profondément en forêt tout en refusant les aides alimentaires d’ONG et du gouvernement Thaïlandais.

Forêts locales contre forêts d’Etat en Indonésie

L’histoire des forêts en Indonésie se confond avec celle d’un long et laborieux processus de constitution du « Domaine Forestier de l’Etat » aux dépens des communautés locales.

En effet, la forêt constitue depuis longtemps un enjeu à la fois idéologique, géopolitique et économique. Le contrôle des populations forestières a commencé avec les grands royaumes javanais, et s’est poursuivi pendant trois cents ans de domination hollandaise durant lesquels les forestiers coloniaux ont imposé une conception occidentale de la forêt, conçue pour la production ou la protection, mais jamais comme milieu de vie. Aujourd’hui, la forêt est une ressource stratégique, mais elle reste fondamentalement antagoniste des concepts de civilisation et de développement.

Avec la Loi Forestière de 1969, l’Etat indonésien a fixé les limites et les fonctions du domaine forestier national. Ainsi, 74% du territoire est devenu propriété légale de l’Etat et passé sous la tutelle du Ministère des Forêts. Cette loi « reconnaît » les droits coutumiers, du moins tant qu’ils “n’interfèrent pas avec les intérêts supérieurs de la Nation”. La formulation reste suffisamment ambiguë pour permettre les interprétations les plus larges comme les plus étroites. C’est ainsi que lorsque l’Etat a voulu imposer les concessions d’exploitation forestière, puis, surtout, l’octroi de centaines de milliers d’hectares à des compagnies privées pour la plantation du palmier à huile, les droits des populations locales sont devenus quantité négligeable (voir par exemple : hempad.free.fr : mémoire d’Éric Le Bihan - pdf). L’usage de la force, le recours à l’armée, ont parfois été nécessaires pour contenir la colère des populations spoliées.

Les Kayapó au Brésil

En Amazonie, les indiens Kayapó dénommés aussi Mebêngôkre sont environ sept mille ; ils vivent éparpillés en une vingtaine de villages dans leurs territoires reconnus « terres indigènes » par l’Etat brésilien et pour l’essentiel couverts de forêt. Célèbres pour la beauté de leurs peintures corporelles et objets en plumes, réputés pour leurs savoirs écologiques devenus références des ethnosciences, ils sont aussi connus pour leur activisme politique en défense de la forêt et des droits des amérindiens. Ainsi Raoni, qui avait fait connaître les revendications territoriales de son peuple en accompagnant le chanteur Sting, lance à nouveau un appel, cette fois par internet, contre la construction du grand barrage de Belo Monte... Ce vieux leader Kayapó a déjà vu sévir nombre des formes de violence, spoliation et marginalisation qui touchent les habitants des forêts ; même si la Constitution brésilienne de 1988 reconnaît des droits spécifiques aux peuples autochtones, il nous rappelle que les forêts et ceux qui l’habitent sont encore menacés.

Jusque dans les années cinquante, les Kayapó ont refusé tout contact pacifique avec la société coloniale et brésilienne. Ils ont échappé à l’avancée des fronts de colonisation, en s’éloignant des régions de *cerrado* et en se réfugiant loin des fleuves, dans les forêts du bassin du Xingu où ils ont fini par s’établir. Les rapports entre Mebêngôkre et *kuben* (étrangers ou « non-indiens ») ont longtemps été conflictuels, notamment, au XIX^e siècle, avec ceux venus dans la région du fleuve Araguaia pour élever du bétail ou ramasser des noix du Brésil. Les Kayapó avaient déjà acquis alors leur réputation de *indios bravos*, forts et guerriers. Celle-ci se maintient d’ailleurs presque intacte dans la région où les intérêts suscités par les ressources de la forêt ne facilitent pas les relations actuelles entre indiens et non-indiens. Les premiers groupes Kayapó disposés à rejoindre les missions et la ‘civilisation’ du XIX^e ont disparu, décimés par les maladies. Les autres ont survécu à de graves attaques, aux exploitants en tout genre et aux épidémies qui ont beaucoup réduit leur

population, aujourd'hui en franche croissance démographique. Il est très probable qu'un ou des petits groupes Mebêngôkre préfèrent, encore aujourd'hui, vivre isolés dans la forêt.

Au Brésil, les territoires traditionnels sont démarqués et homologués « Terres Indigènes » pour constituer des aires protégées au statut particulier qui donne un droit d'usage exclusif aux amérindiens. Ce processus officiel est souvent très long et, dans les années 70, l'ouverture de grandes routes à travers l'Amazonie avait déjà divisé le territoire traditionnel des Mebêngôkre-Kayapó et favorisé l'afflux massif de chercheurs d'or puis de colons. Engagés dans la défense de leurs terres, les Kayapó habitent maintenant 10 Terres Indigènes, contiguës pour la plupart et situées dans le sud de l'Etat du Pará et au nord de l'Etat du Mato Grosso, soit proche de la zone nommée « arc de déforestation », là où le front de colonisation agricole avance actuellement sur la forêt. Il apparaît aujourd'hui que les aires protégées où la forêt est la mieux conservée sont celles habitées par les amérindiens. Vues du ciel, les terres des Kayapó et des autres ethnies de la région paraissent une île de forêt encerclée de paturages et de champs de soja.

Mais de fortes pressions menacent l'intégrité des Terres Indigènes. Les exploitants de bois et les éleveurs traversent les limites des Terres Indigènes, de grands projets comme la route Cuiba-Santarem qui sera goudronnée et l'avancée de la culture du soja sont également préoccupants. La politique de développement de l'Amazonie commencée dans les années 1970 prévoyait déjà la construction du Complexe Hydroélectrique de Belo Monte, avec sept barrages dans le bassin du fleuve Xingu, un projet monté à l'époque sans tenir compte de l'impact social et environnemental pour les populations locales. Un mouvement social d'opposition à ces barrages s'était alors formé, avec un rôle actif joué par les Kayapó qui culmina, en 1989, avec la grande rencontre d'Altamira. Cette manifestation stoppa les financeurs du projet hydroélectrique et devint un symbole des mouvements écologiques et sociaux au Brésil. Mais depuis le président Lula, la construction des barrages est à nouveau à l'ordre du jour et Belo Monte, dont la construction vient d'être autorisée par le gouvernement, suscite de très nombreuses polémiques en Amazonie, au Brésil et dans le monde. Les Kayapó, alliés maintenant à d'autres populations locales, devront rester fermes dans leur lutte pour la défense des droits constitutionnels, du territoire et de la forêt.

AUTRES GESTIONNAIRES ET UTILISATEURS DE LA FORÊT : FORESTIERS, COMMERÇANTS, ONG, CHERCHEURS

À l'image de la forêt « vierge », parcourue par de rares et difficilement observables sociétés de chasseurs-cueilleurs, qui persiste dans les représentations occidentales, on peut aussi aujourd'hui opposer une autre réalité : les peuples des forêts tropicales ne sont plus seuls dans leurs forêts. En effet, ces dernières sont désormais l'objet de convoitises à cause de leurs ressources (souterraines, forestières, pharmaceutiques, génétiques, halieutiques...).

Par exemple, il n'est pas rare dans une forêt du Sud-Cameroun, éloignée de tout centre urbain, de croiser des hommes d'affaires internationaux chargés d'étudier l'impact de la mise en place d'un barrage, des chercheurs en écologie qui étudient les plantes à fourmis ou la dispersion des graines par les éléphants, des consultants qui évaluent les besoins des populations pour les mesures de compensation du pipeline Tchad-Cameroun, des chercheurs d'or ou de poissons d'aquarium, des collecteurs d'Iboga (narcotique) ou de musiques traditionnelles, des ONG de développement, des bailleurs de fonds venus admirer l'école construite par un projet de développement pour remercier les populations, des exploitants forestiers en prospection, des commerçants venus de loin pour acheter produits vivriers et cabosses de cacao, des touristes et des hommes politiques de retour au village. Contrairement à l'image d'Epinal des forêts éloignées de tout et vides d'hommes, les forêts d'aujourd'hui sont le théâtre « d'un défilé incessant d'acteurs appartenant à des projets divers » (citation d'un villageois congolais). On peut donc les considérer comme l'un des symboles de la globalisation et de l'intérêt mondial croissant porté aux forêts tropicales.

Cet engouement (souvent intéressé) pour la forêt tropicale n'est pas récent, comme en attestent le grand nombre de rapports d'explorateurs qui en font un état des lieux pour les administrations de leurs pays. Mais aujourd'hui la diversité des acteurs extérieurs entraîne des conflits liés aux divergences d'intérêts sur les

espaces et les ressources des forêts. Ces différents sont créés par de nouvelles situations de gestions et d'usages parfois totalement contradictoires. Cela n'est pas sans répercussion sur les populations forestières qui se trouvent parfois prises en otages de conflits économiques voire politiques ou encore qui sont instrumentalisés par certains acteurs sans toutefois en tirer parti.

À Madagascar par exemple, les espaces forestiers font l'objet d'un important processus de protection, les ONG de conservation et le gouvernement, suite à la déclaration du Président Ravalomanana en 2003, ont entrepris d'augmenter la surface des aires protégées de cette île en mettant sous décret de protection pratiquement toutes les forêts du pays. Parallèlement à cela, ces mêmes forêts comptent pour la grande majorité un nombre très élevé de carreaux miniers (parcelles d'exploitation du sous-sol), déjà attribué à des entreprises d'exploitation de l'or, des pierres précieuses (saphirs, rubis et diamant depuis peu), d'ilménite, uranium... On voit dès lors la contradiction qui s'impose ici comme une évidence : comment concilier exploitation minière (qui nécessite la destruction du couvert forestier), la conservation de la biodiversité et le respect voire le développement des populations rurales ? Il en est de même avec une majorité des projets de création de nouvelles aires protégées dans lesquelles les populations rurales sont le plus souvent exclues.

Dans les années 1990 au Brésil, l'exploitation illégale du bois d'acajou (*Switenia macrophylla*) dans les terres des Kayapo a suscité de nombreuses polémiques, autant parmi les agents externes, exploitants et défenseurs de la forêt, que les indiens eux-mêmes. Les désaccords internes (faut-il vendre ce bois qu'on nous vole ?) ont été à l'origine de très sérieux conflits, de scissions, de marginalisation de leaders et de groupes compromis dans ce commerce aujourd'hui abandonné. Les ressources de la forêt constituent aussi une menace pour les peuples qui l'habitent. La moitié de la superficie de la Terre Indigène Yanomami fait déjà l'objet de plusieurs centaines de demandes de permis de prospection ou d'exploitation dûment enregistrées au Département national de production minière alors qu'on discute les réglementations des activités minières dans les territoires amérindiens. Les pressions toujours plus fortes sur les ressources naturelles, les projets législatifs sur l'exploitation minière ou le code forestier constituent, à moyen et long terme, un défi considérable pour la forêt amazonienne et pour ses habitants.

La forêt tropicale est de nos jours aussi un sociosystème multiscalair dans lequel se confrontent les représentations et les intérêts de nombreux groupes d'acteurs avec lesquels les habitants de la forêt, les peuples qui y vivent depuis des millénaires, doivent désormais compter.

Auteurs :

Geneviève Michon - Bernard Moizo - Stéphanie Carrière - Edmond Dounias - Pascale de Robert

Sauf chapitre « Les derniers peuples chasseurs-cueilleurs des forêts tropicales » : **Edmond Dounias**



Qu'est-ce qu'une forêt ?

Les habitants
de la forêt

Représentations,
usages, pratiques

Politiques et
dynamiques forestières

Coordination générale :
Catherine Fontaine

Conseillers scientifiques :
Geneviève Michon
Bernard Moizo

Conception graphique :
Pascal Steichen



Année internationale
des forêts 2011
Des forêts pour les hommes

Des forêts et des hommes



Nature menacée ou forêt des hommes ? : Pour une lecture humaniste des forêts

Après 2010 - Année Internationale de la Biodiversité, l'ONU a proclamé 2011 Année internationale des forêts.

Cette initiative montre combien les forêts sont devenues l'objet de l'attention du monde entier et pas seulement des pays qui les habitent. L'enjeu forestier est mondial : les forêts couvrent un tiers de la surface du globe et abritent près des deux tiers des espèces animales et végétales recensées ; leur rôle est essentiel dans la régulation du climat ou dans l'atténuation des impacts du changement climatique. Malgré les recommandations successives pour une meilleure gestion des forêts menacées (Rio 1992, Nagoya 2010), les forêts tropicales et boréales continuent à perdre du terrain alors que les forêts d'Europe progressent, mais parfois aux dépens de paysages agricoles centenaires.

Nature menacée ou forêt des hommes ? >>

Contact auteurs :

Geneviève Michon

Bernard Moizo

Liens utiles

Texte intégral en
PDF

